



CTB



RAPPORT DES RESULTATS 2012

PROJET FACILITE D'APPUI AUX
FILIERES AGRICOLES DES
DEPARTEMENTS DE L'ATACORA ET LA
DONGA (FAFA/AD)

BEN0902011



ACRONYMES	3
1 APERÇU DE L'INTERVENTION	4
1.1 FICHE PROJET	4
1.2 PERFORMANCES DU PROJET	5
1.3 EXECUTION BUDGETAIRE	5
1.4 RESUME	5
2 ANALYSE DE L'INTERVENTION	6
2.1 CONTEXTE	6
2.1.1 <i>Contexte général</i>	6
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	6
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	6
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	7
2.2 OUTCOME	9
2.2.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	9
2.2.2 <i>Gestion des risques</i>	12
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	14
2.2.4 <i>Critères de qualité</i>	14
2.3 OUTPUT 1	17
2.3.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	17
2.3.2 <i>Exécution budgétaire</i>	20
2.3.3 <i>Critères de qualité</i>	20
2.4 OUTPUT 2	21
2.4.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	21
2.4.2 <i>Exécution budgétaire</i>	23
2.4.3 <i>Critères de qualité</i>	23
2.5 OUTPUT 3	24
2.5.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	24
2.5.2 <i>Exécution budgétaire</i>	26
2.5.3 <i>Critères de qualité</i>	26
3 THEMES TRANSVERSAUX	27
3.1 GENRE	27
3.2 ENVIRONNEMENT	27
3.3 ECONOMIE SOCIAL	27
4 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	28
4.1 PLAN D'ACTION	28
4.2 ENSEIGNEMENTS TIRES	28
5 ANNEXES	29
5.1 CADRE LOGIQUE D'ORIGINE	30
5.2 CADRE LOGIQUE MIS A JOUR	31
5.3 APERÇU DES AUTRES RESULTATS	32
5.4 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	33
5.5 DECISIONS PRISES PAR LA SMCL ET SUIVI	36
5.6 AUTO-EVALUATIONS DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES	38
5.7 SITUATION MICROPROJETS	40
5.8 SITUATION ACCORDS D'EXECUTION	42

Acronymes

ABSSA	Autorité Béninoise de la Sécurité Sanitaire des Aliments
A/D	Atacora - Donga
AIMAEP	Appui Institutionnel au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
ASPS	Amélioration de la qualité Sanitaire et Phytosanitaire des produits Agricoles et Agro-alimentaires
AT	Assistant technique
CCIB	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
CeCPA	Centre Communal pour la Promotion Agricole (MAEP)
CeRPA	Centre Régional pour la Promotion Agricole (MAEP)
CTB	Coopération Technique Belge
DRC	Direction de la Réglementation et du Contrôle
FAIA	Facilité d'Appui aux Investissements Agricoles
FECECAM	Fédération des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel
FoDeFi	Fonds de Développement des Filières
FoReVA	Fonds Régional de Vulgarisation Agricole
GEL	Guichet d'Economie Local
GF	Groupement Féminin
GV	Groupement Villageois
GVPR	Groupement Villageois de Producteurs de Riz
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
IMF	Institution de Micro Finance
LCCSA	Laboratoire de Contrôle de la Sécurité Sanitaire des Aliments
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MiP	Micro Projet
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
PDC	Plan de Développement Communal
PFR	Plans Fonciers Ruraux
PSRSA	Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTOS	Plateforme Technique d'Orientation et de Suivi
RCPA	Responsable Communal pour la Promotion Agricole
REMAD	Réseau des maraîchers de l'Atacora-Donga
S&E	Suivi-Evaluation
SPEC	Structure de Promotion de l'Economie Communale
UCPA	Union Communale des Producteurs d'Anacarde
UCPR	Union Communale des Producteurs de Riz
URCooPMA	Union Régionale des Coopératives des Producteurs Maraichers
URPA	Union Régionale des Producteurs d'Anacarde
URPR	Union Régionale des Producteurs de Riz

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche projet

Nom du projet	Facilité d'Appui aux Filières Agricoles dans les départements de l'Atacora-Donga (FAFA/AD)
Code du projet	BEN 09 020 11
Emplacement	Natitingou ; Région Atacora/Donga
Budget	5.500.000 EUR
Institution partenaire	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP)
Date de la Convention de mise en œuvre	16-09-2010
Durée (mois)	60
Groupes cibles	Les acteurs directs (organisations des) producteurs, transformateurs et commerçants des filières riz, maraîchage et anacarde Les opérateurs privés en amont et en aval de ces filières ; Le Centre Régional de Promotion Agricole Atacora/Donga
Impact ¹	La sécurité alimentaire et les revenus de la population rurale de l'Atacora-Donga, associés aux filières agricoles riz, anacarde et maraîchage, sont améliorés de manière durable dans le cadre d'une politique nationale de promotion des filières agricoles
Outcome	La productivité et la rentabilité des filières riz, maraîchage et anacarde sont améliorées dans les départements de l'Atacora-Donga.
Outputs	Les OP améliorent de façon durable leur organisation ainsi que les services à leurs membres pour un réel développement des filières agricoles. Les acteurs des filières, producteurs et opérateurs économiques ont amélioré leur articulation, élargi leurs opportunités de marché et augmenté leurs bénéfices de manière équitable Les structures déconcentrées CeRPA et CeCPA sont renforcées dans leurs compétences régaliennes et leur rôle d'appui conseil aux communes dans le cadre de la décentralisation.

¹ L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

1.2 Performances du projet

	Efficienc	Efficacit	Durabilit
Outcome	B	B	B
Output 1	B	B	B
Output 2	B	B	C
Output 3	C	C	B

1.3 Exécution budgétaire

	Budget (Euro)	Dépenses (Euro)	Solde	Taux de décaissement
Budget global	5.500.000	2.169.903,35	3.330.096,65	39%
Budget 2012	1.200.000	1.193.320,24	6. 679,76	99%

1.4 Résumé

<ul style="list-style-type: none"> • Structuration du maillon « production » des trois filières en lien avec les règlements et lois nationales en vigueur. Pour la filière maraichage : 103 coopératives de niveau village, 13 de niveau commune et 1 de niveau régional ; Pour la filière Riz : 143 coopératives de niveau village et 13 de niveau communal. Pour la filière Anacarde : 84 coopératives de niveau village et 10 de niveau communal.
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des Organisations Professionnelles (OPA), des liens d'affaires et de services aux membres à travers la mise en place des mécanismes de pré-collecte et vente groupée des noix d'anacarde ; de vente groupée de riz et de fourniture d'intrants pour le maraichage.
<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un dispositif de financement de microprojets ; 78 microprojets en œuvre avec un bénéfice moyen annuel estimé de 125.541.141 FCFA.
<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration des plans filières régional d'anacarde, riz et maraichage. Planification des activités avec tous les intervenants de ces filières.
<ul style="list-style-type: none"> • Meilleure prise en compte du genre dans les OPA et microprojets; Environnement pris en compte dans la plantation de 37 ha d'anacarde et la certification biologique en cours pour 350 ha.

Fonctionnaire exécution nationale ²	Fonctionnaire exécution CTB ³
Non applicable	Wilma BAAS

² Nom et signature

³ Nom et signature

2 Analyse de l'intervention⁴

2.1 Contexte

2.1.1 Contexte général

Pour l'année 2012 il n'y pas eu d'éléments de contexte politique ou environnementale qui ont eu une influence (positive ou négative) importante sur l'intervention.

2.1.2 Contexte institutionnel

La Facilité d'Appui aux Filières Agricoles dans les départements de l'Atacora et de la Donga (FAFA/AD) constitue avec la Facilité d'Appui aux Filières Agricoles dans les départements du Mono et du Couffo (FAFA/MC), le projet d'Appui Institutionnel au Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche (AIMAEP) et la Facilité d'Appui aux Investissements Agricoles (FAIA) les projets de la CTB d'appui au secteur Agricole au Bénin. L'ancrage de ces projets au Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) est très approprié dans le sens que les quatre projets ont tous l'agriculture et l'approche filière au centre de l'intervention. Les projets sont complémentaires du fait que les deux Facilité d'Appui aux Filières Agricoles (FAFA) s'occupent surtout de la structuration et l'organisation des acteurs des filières (producteurs, transformateurs et commerçants) et de l'accroissement de leurs opportunités de marché pour une meilleure rentabilité et compétitivité des filières. L'AIMAEP appui le MAEP dans la mise en œuvre des politiques agricoles et sa mise en œuvre à travers les Centres Régionaux de Promotion Agricole (CeRPA). La FAIA s'occupe du renforcement du secteur privé et de la décentralisation pour ce qui concerne les aspects agriculture dans une logique de développement économique communal.

FAFA/AD porte un appui opérationnel aux organisations professionnelles des filières riz, maraichage et anacarde pour rendre des meilleurs services aux membres et une meilleure articulation de leurs produits au marché. Le projet collabore dans cet appui avec les partenaires comme le Centre Régional pour la Promotion Agricole (CeRPA), la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB), la Structure de Promotion de l'Economie Communale (SPEC) et les Guichet d'Economie Local (GEL) de la région.

En 2012, FAFA/AD a intégré trois ATN FAIA dans ces locaux. Une synergie et renforcement mutuel est constaté entre les deux équipes en termes d'une meilleure implication des acteurs privés (fournisseurs de services) et des communes dans les filières soutenus par FAFA/AD ainsi qu'une meilleure qualité du processus d'attribution et de construction des infrastructures.

La synergie avec l'AIMAEP se traduit dans l'appui à la structuration des organisations agricoles, l'élaboration des plans filières régionaux et l'organisation des cadres de concertation en lien avec les politiques et textes nationaux.

Cependant une meilleure complémentarité et synergie aurais pu être obtenu par une coordination et concertation plus efficace entre les projets autour d'un programme et cadre logique unique et avec des rôles et responsabilités plus claires.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Les modalités d'exécution du programme sont la « cogestion et régie ».

Les activités « co-gestion » relèvent des compétences des institutions Béninoises. Ils sont gérés à travers des accords d'exécution signés avec les partenaires stratégiques du projet et des contrats de financement des micro-projets.

⁴ Dans le présent document : L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

Les accords d'exécution avec les partenaires ainsi que le financement des micro-projets en mode « co-gestion » sont très appropriés. Les accords et contrats permettent une atteinte plus efficace des résultats par une implication et responsabilité des partenaires contractualisés. Nous avons constaté, à travers l'outil d'(auto)-évaluation des accords, un apprentissage accru des structures en termes de gestion (techniques, financiers et des ressources humaines) et des résultats en termes de la structuration, organisation des structures et des services rendus aux membres / groupes cibles. Le risque réside dans le manque de capacités techniques et financières des partenaires d'autofinancer les subventions à terme.

En 2012, sous recommandation de la SMCL, la co-signature du compte « co-gestion » a été déléguée par la Caisse Autonome d'Amortissement à Cotonou au Directeur Général du CeRPA à Natitingou. Ce transfert a contribué énormément à la vitesse de mise en œuvre des accords d'exécution et de financement des microprojets.

Les activités en « régie » relèvent des compétences de la CTB et sont confiées à la FAFA/AD selon les procédures CTB. Les activités concernent les dépenses liées au fonctionnement du projet (Salaires, Frais de missions, Fournitures, Investissements, Matériel roulant et équipement de bureau, Carburant, etc.). Le mode « régie » pour les activités de fonctionnement de la FAFA/AD est très approprié car il permet une certaine facilité dans l'allocation des ressources pour un fonctionnement efficace et efficient de la FAFA/AD.

Une structure de pilotage, (Structure Mixte de Concertation Locale – SMCL) est mise en place au niveau national pour superviser, en conformité avec la Convention Spécifique et le DTF, la bonne exécution du projet dans son ensemble et l'atteinte des résultats. Il s'agit d'une SMCL « unique » qui suit aussi les autres projets de l'agriculture de la coopération bénino-belge. Elle s'est réunie deux fois en 2012 : i) au début de l'année pour la validation du rapport annuel 2011 et le plan annuel 2012, ii) à mi-année pour la validation du rapport du premier semestre 2012.

Au niveau régional, il a été mise place au début de l'intervention une Plateforme d'Orientation et de Suivi (PTOS). La PTOS est responsable de l'orientation technique générale du projet. En 2012, elle s'est réunie 6 fois pour l'approbation du plan annuel 2012, le rapport du premier semestre 2012, et les accords d'exécution.

Ces deux instruments sont toujours pertinents dans le sens qu'ils permettent aux partenaires et ordonnateurs de niveau national et régional d'apprécier l'avancement du projet, d'orienter le projet selon les politiques nationales ; renforcer les liens avec les autres projets de la CTB et des (nouvelles) interventions dans le domaine de l'Agriculture. La PTOS est pour nous plus pertinent que la SMCL dans le sens que les membres de la PTOS connaissent mieux les réalités, développements de la région et connaissent mieux la FAFA/AD. Leurs recommandations sont plus pratiques. Cependant il n'existe pas un vrai lien entre la PTOS et la SMCL.

2.1.4 Contexte HARMO

Harmonisation et Alignement:

- La collaboration avec le CeRPA sur l'élaboration des plans filières régionaux « Riz », « Anacarde » et « Maraîchage » avec la participation des acteurs filières et les structures étatiques de niveau régional comme national sont en lien avec les orientations des plans nationaux des filières et le Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole (PSRSA). Ils permettent également au CeRPA de mieux jouer son rôle de coordination et d'orientation des projets /programmes /ONG / Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) autour des activités retenues dans ces plans.
- L'appui à la structuration des OPA a été réalisé avec une très forte implication du CeRPA. Les processus de structuration ainsi que les textes de reconnaissances sont conformes avec les politiques en vigueur.
- Les activités de vulgarisation agricole ont été financées par un Fonds Régional de Vulgarisation Agricole (FoReVA), géré par un Comité régional (Présidence CeRPA) et financé conjointement par la FAFA/AD, la GIZ et Louvain Développement.
- Les microprojets sont financés par un Fonds de Développement des Filières (FoDeFi), géré

par le CeRPA, Il est pour le moment financé que par FAFA/AD mais l'alimentation par d'autres partenaires est en perspective. Les deux fonds sont supposés évoluer vers le Fonds National de Développement Agricole (FNDA).

Appropriation/Responsabilité et gestion axée sur les résultats

- Signature et mise en œuvre de 22 accords avec 10 partenaires selon leurs rôles dévolues et en lien avec les plans et stratégies élaborés par ces partenaires.
- Signature des 78 microprojets (258.709.650 FCFA) selon les besoins des promoteurs et en lien avec les plans filières.

L'impact sur la dynamique « output –outcome » peut s'expliquer par :

- L'appui à la structuration/organisation des OPA avec l'appui du CeRPA à travers les accords d'exécution permet un meilleur service à rendre aux membres (approvisionnement en intrants, meilleures prix par les mécanismes de vente et achat groupé, mise en relation/contractualisation) et contribue à l'augmentation des revenus des acteurs filières. Les adhésions et contributions des membres à leurs structures a également permis le financement d'une partie des activités.
- La coordination des appuis aux filières (Plans filières) par le CeRPA et l'orientation/suivi des intervenants permet une utilisation efficace et efficiente de ressources techniques et financières disponibles dans la région. Le FoReVA et le FoDeFI contribuent à l'augmentation des revenus et la sécurité alimentaire des promoteurs grâce à l'accès au financement de leurs microprojets.

2.2 Outcome

2.2.1 Analyse des progrès réalisés

Outcome: La productivité et la rentabilité des filières riz, maraîchage et anacarde sont améliorées dans les départements de l'Atacora-Donga.					
Indicateur	Valeur de la <i>Baseline</i> ⁵ (2011) / <i>source plans filières</i>	Progrès année N ⁶ (2012) (Source CeRPA)	Cible année N ⁷	Cible finale ⁸	Commentaire
Rendement moyen (kg/ha) annuel par filière dans l'Atacora/Donga (anacarde, riz, maraîchage)	Riz = 2.978 Anacarde= 300 Tomate=7.276 Piment=1.783 Oignon = 15.000 Chou : 17.640 Pomme de terre: 14.000	Riz = 2.969 (0 %) Anacarde = ND Tomate = 7.300 (1%) Piment = 1.758 (-2%) Oignon = 11.000 (-27%) Chou = 20 496 (+16%) Pomme de terre =14.333(+2%)	+5%	+20%	Les interventions sur les rendements (intrants, semences, appui conseils) ont été surtout mise en place en 2012. Les effets seront attendus pour la campagne 2013. L'augmentation du rendement pour le chou et la pomme de terre s'explique par la fourniture des producteurs en semences améliorée par l'URCooPMA pour tester l'Accord d'exécution « fourniture intrants » avec les producteurs « pomme de terre » et « chou » La chute de l'oignon s'explique probablement par un calcul trop optimiste des rendements dans le cadre des plans filières. (à suivre pour les années à venir) Les données sur l'anacarde seront collectées en 2013 par un accord d'exécution de mise à jour de l'inventaire des plantations. Ils ne sont pas collectés par le ministère de l'Agriculture
Production (tonnes) annuelle dans l'Atacora/Donga pour les filières riz, anacarde et maraîchage	Riz=56971 Anacarde= 9 500 Tomate=15834 Piment=4 061 Oignon = 40	Riz=58 133 (2%) Anacarde= ND Tomate=17 647 (11%) Piment =4 296 (6%) Oignon = 143 (257 %)	+5%	+20%	L'augmentation de la production peut s'expliquer par les appuis de différents acteurs sur les filières riz et maraîchage (CeRPA, FAFA/AD, île de paix, PACER et l'URCooPMA,...).

⁵ La valeur de l'indicateur au temps 0. Se réfère à la valeur des indicateurs au début de l'intervention.

⁶La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N.Si la valeur n'a pas changé depuis la *Baseline* ou depuis l'année précédente, il y a lieu de répéter cette valeur.

⁷La valeur cible à la fin de l'année N.

⁸ La valeur cible à la fin de l'intervention.

	Chou= 400 Pomme de terre= 50	Chou=3 966 (890%) Pomme de terre=129 (158%)		<p>L'énorme avancement en production de l'oignon et chou s'explique par les inondations des bas-fonds de production de chou et oignon de la région de Djougou et énormes pertes en 2011. Ces inondations ne se sont pas répétées en 2012</p> <p>La superficie de la pomme de terre a connu une augmentation grâce aux bons résultats des activités de l'UCCPMA (coopérative de Péhunco) ; Plusieurs producteurs se sont intéressés à la culture. FAFA/AD a facilité des voyages d'études, l'achat des semences et l'organisation et structuration de la coopérative. ADF a donné des appuis conseil techniques.</p> <p>Les données sur l'anacarde seront collectées en 2013 par un accord d'exécution de mise à jour de l'inventaire des plantations. Ils ne sont pas collectés par le ministère de l'Agriculture</p>
--	---------------------------------	--	--	---

<p>Analyse des progrès réalisés par rapport à l'outcome : Analyse de la dynamique entre la réalisation des outputs et l'atteinte probable de l'outcome « La productivité et la rentabilité des filières riz, maraîchage et anacarde sont améliorées dans les départements de l'Atacora-Donga ».</p>	
<p><i>Résumé Outputs :</i> <i>Les OPA améliorent leur organisation ainsi que les services à leurs membres.</i></p> <p><i>Les acteurs des filières, producteurs et opérateurs économiques ont amélioré leur articulation, opportunités de marché et augmenté leurs bénéfices.</i></p> <p><i>Les structures déconcentrées CeRPA et CeCPA sont renforcées dans leurs compétences régaliennes.</i></p>	<p>La structuration et organisation des OPA permet un service d'augmentation de la production (intrants, appui conseil,) et de commercialisation (achat et vente groupée).</p> <p>Le financement de microprojets (FoDeFi) facilite l'accès aux intrants, à l'équipement et au renforcement des capacités techniques. Les infrastructures de stockage permettent un meilleur conditionnement des produits et évite le bradage des produits.</p> <p>Le renforcement des liens (contractualisation, concertation) entre les acteurs filières et commerçants permet de négocier des meilleurs prix et de fournir des qualités demandés par le marché.</p> <p>Les appuis techniques aux producteurs à travers les animateurs mise en place par les Unions et les agents d'appui conseil de proximité permettent un meilleur respect des itinéraires techniques.</p> <p>Les appuis de contrôle de la qualité des semences et produits phytosanitaires par la Direction de la Réglementation et du Contrôle (DRC) du CeRPA permet une meilleure utilisation des semences certifiées.</p> <p>La vulgarisation des résultats de la recherche à travers le FoReVA permet la mise en pratique des bonnes pratiques de production.</p>
<p><i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome (sur la base d'indicateurs) :</i></p>	<p>Le progrès réalisé est plutôt visible dans l'augmentation de la production et moins visible dans les rendements par ha. Pour une augmentation de la rentabilité, il y a plusieurs conditions qui doivent être remplies : une bonne pluviométrie, la disponibilité des intrants (semences, engrais) en qualité/ quantité et à des bons prix ; des appuis conseils, de la main d'œuvre et d'un marché pour la vente à un prix rentable.</p> <p>Une amélioration de la rentabilité sera probablement visible qu'après quelques années d'intervention.</p>
<p><i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i></p>	<p>Variabilité climatique qui peut influencer énormément les rendements et productions d'une année à l'autre.</p> <p>La disponibilité des intrants qui est régulée par l'Etat. La quasi-totalité des intrants a été attribuée aux producteurs de coton.</p> <p>La subvention du riz paddy par l'Etat qui n'a pas permis aux producteurs de vendre leurs riz à des prix intéressants.</p> <p>Viabilité et disponibilité des données collectées par le CeRPA.</p>
<p><i>Résultats inattendus :</i></p>	<p>Très forte demande des promoteurs (microprojets) ; très bon engagement de CeRPA, Unions et autres partenaires pour l'atteinte des résultats.</p>

2.2.2 Gestion des risques

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque (le DTF n'a pas décrit des risques par rapport à l'outcome)	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total ⁹	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
Variabilité/Aléas Climatique	2011	Risque de développement	Moyenne	Moyen	B	Elaboration d'une stratégie « environnement »	R-FAFA/AD	Q1 2013	Groupe thématique mise en place ; premier draft élaboré	En cours
						Mission backstopping pour prise en compte environnement	Représentation	Q2 2013	Négociations pour l'organisation de la mission avec le Siège en cours	
L'immobilisme lié aux problèmes fonciers	2011	Risque de développement	Faible	Faible	A	S'appuyer sur les activités d'élaboration et mise en œuvre des plans fonciers ruraux (PFR) par les PTF partenaires	R-FAFA/AD	2013	Prise en compte des PFR comme critère d'appréciation de financement des MiP	En cours
						Prise en compte des aspects « Fonciers » dans la stratégie « Genre »	R-FAFA/AD	Q2 2013	Groupe thématique mise en place ; premier draft élaboré ; Négociations pour l'organisation de la mission avec le Siège en cours	
Mesures politiques non favorable pour le développement des filières du projet	2011	Risque de développement	Moyenne	Moyen	B	Organiser un plaidoyer / discussion public/privé sur la disponibilité des semences, intrants et financements des activités agricoles à travers la mise en place des tables filières et des interprofessions	R-FAFA/AD	2013	Appui à la mise en place des interprofessions de niveau national et tables filières de niveau régional « maraichage », « riz » et « anacarde » en cours.	En cours

¹⁰ A = Très bonne performance, B = Bonne performance, C = Faible performance, D = Problématique

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque (le DTF n'a pas décrit des risques par rapport à l'outcome)	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total ⁹	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
Utilisation durable du mini-laboratoire construit pour la Direction de la Réglementation et du Contrôle DRC/CeRPA ; Disponibilité et capacités techniques du personnel ainsi la gestion durable du laboratoire	2012	Risque de développement	Moyenne	Moyen	B	Elaboration, de concert avec MAEP/ABSSA/LCSSA et le projet ASPS d'un cahier de charge (types d'analyse à réalisés) par le mini-laboratoire ainsi qu'une réglementation de gestion des ressources humaines, des finances et d'équipement/matériel. Elaboration d'un plan de formation du personnel du laboratoire en lien avec le cahier de charge retenu	R-FAFA/AD	Q2 2013	Pas encore de réalisation; Mini-laboratoire en construction. Projet ASPS en phase de démarrage.	Pas de réalisation

2.2.3 Impact potentiel

2.2.4 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.		
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>		
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel du projet ?		
<input checked="" type="checkbox"/>	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input type="checkbox"/>	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input type="checkbox"/>	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
<input type="checkbox"/>	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?		
<input type="checkbox"/>	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
<input checked="" type="checkbox"/>	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
<input type="checkbox"/>	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'un projet et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
<input type="checkbox"/>	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que le projet puisse espérer aboutir.
2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe (appréciation de l'ensemble de l'intervention)		
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?		
<input type="checkbox"/>	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
<input type="checkbox"/>	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
<input type="checkbox"/>	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement gérés ?		
<input type="checkbox"/>	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et

		de timing.
<input type="checkbox"/>	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
<input type="checkbox"/>	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?

<input type="checkbox"/>	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
<input type="checkbox"/>	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés sur la base des résultats atteints dans l'optique de réaliser l'outcome (objectif spécifique) ?

<input type="checkbox"/>	A	Le projet réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	Le projet réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet n'est pas totalement parvenu à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir au projet la réalisation de son outcome.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet n'est pas parvenu à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

3. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

3.1 Durabilité financière/économique ?

<input type="checkbox"/>	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
<input type="checkbox"/>	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
<input checked="" type="checkbox"/>	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
<input type="checkbox"/>	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

4.2 Quel est le degré d'appropriation du projet par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?		
<input type="checkbox"/>	A	La SMCL et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliquées à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur la SMCL et d'autres structures locales pertinentes, impliquées elles aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet recourt principalement à des arrangements ponctuels et à la SMCL et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quel est le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre le projet et le niveau politique ?		
<input type="checkbox"/>	A	Le projet bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	Le projet a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
<input type="checkbox"/>	C	La durabilité du projet est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec le projet. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité du projet.
4.4 Dans quelle mesure le projet contribue-t-il à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
<input type="checkbox"/>	A	Le projet est intégré aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
<input checked="" type="checkbox"/>	B	La gestion du projet est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

Critères	Note¹⁰
Pertinence	A
Efficacité	B
Durabilité	B
Efficiences	B

¹⁰ A = Très bonne performance, B = Bonne performance, C = Faible performance, D = Problématique

2.3 Output 1

2.3.1 Analyse des progrès réalisés

Output 1 : Les OP améliorent de façon durable leur organisation ainsi que les services à leurs membres pour un réel développement des filières agricoles.					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
Niveau de fonctionnalité de l'union [URPA, URPR, URCoopMA] (Annexe 5.7)	URPA=54,46%; URPR=48,21%, URCoopMA=48,21%	URPA=62.5%; URPR=64.3%, URCoopMA=57.1%	60%	>80%	Selon les scores de l'outil « auto-évaluation » : Toutes les organisations ont connu une augmentation de leur fonctionnement dû aux appuis directs de renforcement de capacités et à la mise en œuvre des accords d'exécution
Taux de sociétariat des OPA [URPA, URPR, URCoopMA]	URPA= 20.18 % URPR= 40.51% URCoopMA = ND	URPA= en cours URPR= en cours URCoopMA = 60.9%	URPA= 30% URPR= 45% URCoopMA = 30%	>80%	La structuration en coopératives dès la base et conforme la loi OHADA a été totalement réalisé pour l'URCoopMA ; Il est en cours pour l'URPA et l'URPR dont le niveau 'village' et le niveau 'commune' ont été réalisés. La mise en place de la coopérative « URPA » au niveau régional est prévue pour le premier trimestre 2013 ; La structuration au niveau de l'URPR a connu un blocage à cause du choix de l'URPR de devenir une association au lieu et place d'une coopérative. Les associations ne sont pas gérées par le ministère de l'Agriculture.

État d'avancement des <u>principales</u> activités ¹¹	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1.1 : Appui à la structuration			x		Les analyses d'autosuffisance financière des OPA n'ont pas été réalisées ; planifié pour 2013
1.1 : Elaboration des plans de communication et de formation		x			
1.2 : Appui à la planification, suivi et évaluation			x		Les plans annuels 2013 des OPA n'ont pas été réalisés en 2012 (départ AT/SE) ; recrutement AT/SE en cours pour appui aux organisations de la réalisation des plans
1.3 ; Appui à la gestion des ressources financières et humaines			x		Quelques problèmes constatés au niveau de la tenu de la comptabilité de l'URPA ; Un changement du comptable est prévu.
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).					
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	Une meilleure organisation (structuration, système d'information et communication, planning et suivi/évaluation) des Organisations de la base jusqu'au niveau régional permet une meilleure représentativité des organisations auprès des partenaires et facilite les services (formation, information, communication) à rendre (en cascade) à leurs membres.				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	Un bon progrès réalisé, plus que la cible fixé. Cependant le progrès ne sera pas linéaire pour les années prochaines.				

¹¹

A : Les activités sont en avance

B : Les activités sont dans les délais

C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.

D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

<i>Difficultés qui se sont présentées, d'influence (positive ou négative) :</i>	Le rythme de la structuration est dépendant de la disponibilité des services de l'Etat. Cependant l'implication des agents de l'Etat a eu un impact positif sur l'atteinte des résultats (mobilisation des agents déconcentrés comme ceux de niveau national et régional)
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	L'Union Régional de Producteurs de Riz à opté pour le statut d'Association à but non lucratif. Afin de permettre de réaliser des activités économiques d'augmentation des revenus des producteurs, FAFA/AD a signé des accords d'exécution avec les unions de niveau communal.

2.3.2 Exécution budgétaire

Le taux de réalisation de l'année pour l'output 1 se relève à 87%. Quelques activités dans le cadre des accords signés avec les organisations professionnelles n'ont pas été réalisées à cause du retard dans leur mise en œuvre. Quelques organisations ont pu combiner des activités et ont été plus efficaces dans leur exécution. Le taux d'exécution de l'output 1 après environ 27 mois d'exécution (sur 60 mois au total) par rapport au budget total est de 50%.

2.3.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficiences	B
Efficacité	B
Durabilité	B

2.4 Output 2

2.4.1 Analyse des progrès réalisés

Output 1 : Les acteurs des filières, producteurs et opérateurs économiques ont amélioré leur articulation, élargi leurs opportunités de marché et augmenté leurs bénéfices de manière équitable					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
Nombre des contrats de collaboration inter-acteurs (producteurs, transformateurs, commerçants)	0	1	9	36	1 contrat de livraison de 500 tonnes de noix d'anacarde pour l'usine de transformation de noix en amandes d'anacarde (export pays bas) ; La filière maraichage n'a pas encore réalisé la vente groupée La filière riz a connu une première organisation de vente groupée mais pas encore des contrats formels signés entre unités de transformation et producteurs
Volume des contrats de collaboration inter-acteurs (producteurs, transformateurs, commerçants)	0	500 tonnes d'anacarde	+3%	>10%	Le montant n'est pas encore connu parce que le prix est négocié par chaque livraison de noix (données attendus Q1 2013)
Revenu annuel généré par tous les Microprojets	T=49 966 044 FCFA H=30 907 982 FCFA F=19 058 062FCFA	T= 125 541 141 H= 68 745 622 F= 56 795 519	+30%	>100%	Les microprojets ont évolué de 33 à 78 avec une augmentation des revenus annuelles estimées à 75 575 097. La demande des microprojets à été plus forte que prévu.
Ratio de revenue annuel des MiP (moyenne sur 5 ans) / Coût (subvention) des MiP	T=55,35% H=53,70% F=58,24%	T=49% H=53,2% F=43.8%	+3%	>10%	La chute du taux de rendement des MIP surtout par les microprojets portés par les femmes peut s'expliquer par l'attribution des chiffres plus réaliste après un an du fonctionnement du dispositif. Nous constatons aussi qu'une demande de financement venant des femmes sont souvent relativement moins « chers » et plutôt dans l'objectif de sécurité alimentaire que économiques.

T = total ; H = homme ; F = femme

État d'avancement des <u>principales</u> activités ¹²	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
2.2 : Réalisation des 28 microprojets « commercialisation », avec un investissement de 90 993 470 Fcfa; 8 microprojets « transformation » avec un investissement de 47.998.512Fcfa		x			
2.2 : Accord de commercialisation de vente groupée d'anacarde (25 tonnes) réalisé : 94 Fcfa de plus réalisé par kg pour les producteurs		x			
2.2 : Accord de commercialisation de riz avec les unions communales			x		Moins de riz commercialisé que prévu ; suivi rapproché nécessaire pour la bonne gestion des achats et ventes du riz
2.3 : Accord de fourniture d'intrants aux producteurs maraichers			x		Suivi nécessaire pour assurer une gestion transparente de l'achat et vente des intrants
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output :					
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	Les activités de commercialisation ont créé des nouvelles opportunités (contrats formelles et informelles de vente groupée de riz et anacarde) ; bénéfiques ont augmentées grâce aux microprojets et l'accessibilité aux intrants (maraichage)				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	Réalizations en terme des contrats moins vite que prévu, du à la complexité de maîtrise du marché (spéculation, monopoles, capacités des producteurs de se convertir en commerçant.)				
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	Commercialisation des engrais régularisé par l'Etat avec problèmes de disponibilité et qualité. Engrais livré par l'Etat surtout destiné pour les producteurs « coton ». Le recrutement des agents par le MAEP qui a occasionné le départ d'un certain nombre des animateurs OPA. Ceci a handicapé le suivi sur le terrain des microprojets et accords d'exécution au niveau communal.				
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>					

¹²

A : Les activités sont en avance

B : Les activités sont dans les délais

C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.

D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.4.2 Exécution budgétaire

Le taux d'exécution pour le deuxième output est de 124%. L'année a connu plus de demandes de microprojets (78) que prévue. Le taux d'exécution pour l'output n°2 après environ 27 mois d'exécution est de 47%.

2.4.3 Critères de qualité

Critères	Note ¹³
Efficiences	B
Efficacité	B
Durabilité	C

13

A : Très bonne performance

B : Bonne performance

C : Performance assortie de problèmes ; des mesures doivent être prises

D : Manque de performance / difficultés majeures : des mesures doivent être prises

Si un critère ne peut pas être évalué (parce que le projet vient tout juste de démarrer, par ex.), attribuer la note X au critère. Expliquer pour quelle raison le critère n'a pas été évalué.

2.5 Output 3

2.5.1 Analyse des progrès réalisés

Output 3 : Les structures déconcentrées CeRPA et CeCPA sont renforcées dans leurs compétences régaliennes et leur rôle d'appui conseil aux communes dans le cadre de la décentralisation.					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
Nombre de cadres de concertation tenus annuellement	2	3	4	18	3 cadres de concertation organisés par le CeRPA dans le cadre de l'élaboration et validation des plans filières
Taux d'utilisation des semences certifiées (riz)	30%	ND	35%	+50%	Le taux n'est pas encore disponible (attendu au mois de mars)
Niveau de prise en compte du genre dans les OPA	51.89%	60.4%	+ 10%	+80%	Le genre a connu un avancement surtout au niveau de la filière maraichage et le riz
Poids du volet agricole dans les PDC/Budget annuel	13.9%	XX	XX	+20%	L'indicateur est reversé dans le programme FAIA
État d'avancement des <u>principales</u> activités ¹⁴	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
3.2 : Elaboration et réalisation des plans filières régionales par les structures étatiques			x		Les plans filières ont été réalisés et validés par le cadre de concertation régional. Un retard dans l'élaboration et mise en œuvre du aux multiples occupations des agents du CeRPA ; lien avec communes à réaliser.
3.1 : Formation sur production des semences de riz et maraichers selon les normes de qualité : de récolte et de poste-récolte de la production du riz			x		Retard dans la construction du mini-laboratoire et dans la réception des équipements
3.3 : Réalisations de 6 protocoles de vulgarisation de résultats de la recherche (FoReVA)			x		Protocoles réalisés et résultats obtenues, cependant quelques ratés constatés pour prouver la performance des nouvelles technologies
3.1 : Réalisation d'un annuaire « maraichage »			x		Collecte de données maraichers mais retard dans la publication

¹⁴ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : <i>Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).</i>	
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	<p>Les plans filières permettent au CeRPA d'orienter et harmoniser les interventions dans le cadre du développement des filières.</p> <p>Le contrôle des normes de qualité des semences est un rôle régalién du CeRPA ainsi que de vulgariser les résultats de la recherche et la production des statistiques.</p>
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	Progrès au niveau de la réalisation des plans filières et le planning harmonisé des activités avec les intervenants ; statistiques sur le maraichage disponibles et vulgarisation de quelques bonnes pratiques.
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	Progrès assez lent dû aux lenteurs administratives du ministère ainsi par le manque du personnel disponible.
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	

2.5.2 Exécution budgétaire

Le taux d'exécution annuel pour l'output 3 s'élève à 56% à cause du processus d'attribution du marché public de construction et équipement du mini-laboratoire qui a pris plus de temps que prévu. Le taux de l'exécution pour l'output 3 par rapport au budget total, après 27 mois d'exécution s'élève à 27%.

2.5.3 Critères de qualité

Critères ¹⁵	Note
Efficiency	C
Efficacité	C
Durabilité	B

15

A : Très bonne performance

B : Bonne performance

C : Performance assortie de problèmes ; des mesures doivent être prises

D : Manque de performance / difficultés majeures : des mesures doivent être prises

Si un critère ne peut pas être évalué (parce que le projet vient tout juste de démarrer, par ex.), attribuer la note X au critère. Expliquer pour quelle raison le critère n'a pas été évalué

3 Thèmes transversaux

3.1 Genre

- Les auto-évaluations des organisations professionnelles agricoles sur la prise en compte du genre ont été réalisées et ont montré un avancement par rapport à l'année 2011 (annexe 5.6).
- Des formations en genre ont été organisées auprès des organisations agricoles de niveau communal comme régional. Ces formations ont été organisées par le Réseau Genre en lien avec le point focal du Genre du CeRPA. Des réseaux genre ont été mis en place dans les communes.
- Des taux et critères préférentiels pour les femmes dans l'attribution des microprojets ont été formulés dans le guide du fonds de microprojet (23 projets des 78 sont destinés uniquement pour les femmes).
- L'organisation de la journée mondiale de la femme ensemble avec le CeRPA a été réalisée ; Mise en scène d'une pièce de théâtre, débats, rencontres avec les autorités, etc.
- Un appui à la collecte des données selon le genre au niveau des Organisations ainsi qu'au niveau de la FAFA/AD dans les systèmes suivi-évaluation.

3.2 Environnement

- Des plantations de 37 ha d'anacarde ont été réalisées en collaboration avec l'inspection forestières ainsi que la réalisation de 7 km de pare feu.
- Des taux et critères préférentiels pour les microprojets favorables à l'environnement ont été formulés dans le guide de financement des microprojets ; Financement de plusieurs foyers améliorés, activités de fabrication des balles de riz comme combustible, financements des pépinières (anacarde).
- L'élaboration d'un accord sur la certification « biologiques » des plantations d'anacarde (350ha) en cours.

3.3 Economie social

- 66 des 78 microprojets sont réalisés par les groupements.
- La certification biologique concerne 120 producteurs et 2 unités de transformation. Le respect de l'équité et la gestion transparente des revenus fait partie de conditions de la certification.

4 Pilotage et apprentissage

4.1 Plan d'action

Plan d'action	Source	Acteur	Date limite
Réalisation des études de capacités d'auto prise en charge des OPA	1.1	Assistants techniques d'appui aux OPA	Q1
Réalisations des rapports 2012 et plans annuels 2013	1.1	Assistants techniques d'appui aux OPA	Q1
Renforcer l'appui aux comptables de l'URCooPMA et l'URPA.	1.2	Assistants techniques d'appui aux OPA	Q1
Mise en place des tables filières	2.1	Responsable FAFA/AD et CeRPA	Q2
Appui à la gestion transparente de vente groupée de riz et achat groupée des intrants maraichage	2.2 + 2.3	Assistants techniques « commercialisation »	Q1 & Q2
Rendre opérationnel l'équipement et le laboratoire de vérification des normes et des qualités des aliments et produits	3.1	Responsable FAFA/AD, CeRPA, ABSSA	Q3 & Q4
Mise en œuvre des plans filières	3.3	Responsable FAFA/AD et CeRPA	Q2, Q3 Q4

4.2 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
<p>Une bonne entente des choix stratégiques (sécurité alimentaire ou développement économique des filières) au début du projet car les groupes cibles, approches, outils à développer et résultats escomptés, y dépendent.</p> <p>Une bonne entente sur les filières à promouvoir dans les régions selon des analyses technico-économiques.</p>	CTB / Ambassade de la Belgique
<p>Pour construire un programme agriculture à partir de plusieurs projets il faut des instruments ; (Cadre logique, système de SE, Modalités d'intervention, Structures de suivi et contrôle,..) uniques pour le programme. Si cela n'existe pas dès le début (cas de Bénin). Il faut un fort accompagnement et orientation de la représentation des équipes avec les rôles et responsabilités claires en attendant que ces instruments soient élaborés. Cela peut éviter beaucoup de conflits.</p>	CTB Bénin
<p>Les accords d'exécution sont un bon instrument pour l'atteinte des résultats. Il permet aux partenaires et le projet de s'entendre sur les résultats, les moyens à mettre à la disposition et le planning. Cependant une certaine flexibilité doit être possible dans la mise en œuvre vu l'environnement dynamique et variable dans lequel ils sont exercés.</p>	CTB

<p>Les services rendus par les Unions (vente groupée noix d'anacarde, fourniture d'intrants pour les maraichers, vente groupée du riz,..) renforcent les capacités des unions en terme de gestion (apprentissage sur élaboration des outils, de prise de décision,..) et contribuent à une augmentation des bénéfices des membres. Tous les services « testés » en 2012 connaîtront une extension en 2013 (plus de communes qui seront touchés, plus de membres qui bénéficieront). Une concentration et spécialisation des ces services est envisagée.</p>	<p>Organisations Professionnelles Agricoles</p>
<p>Les appuis aux structures étatiques (CeRPA) concernant le processus de la structuration des organisations professionnelles, l'élaboration des plans régionaux des filières, l'organisation des cadres de concertation, etc.. ont permis d'opérationnaliser la politique nationale ; les expériences ont été étendues à d'autres régions du pays et une appropriation par les agents du CeRPA est à constater. Malgré un processus souvent long dans sa mise en œuvre par le CeRPA à cause des problèmes de disponibilité et manque du personnel au niveau de CeRPA, l'institutionnalisation des acquis est un résultat important</p>	<p>CeRPA /CTB</p>

5 Annexes

5.1 Cadre logique d'origine

OBJECTIFS ET RESULTATS	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
OG : La sécurité alimentaire et les revenus de la population rurale de l'Atacora-Donga, associés aux filières agricoles riz, anacarde et maraîchage, sont améliorés de manière durable dans le cadre d'une politique nationale de promotion des filières agricoles	<ul style="list-style-type: none"> • Accroissement du taux de couverture des besoins alimentaires et nutritionnels dans la zone d'intervention (+15%) ; • Accroissement du nombre de communes ayant atteint la sécurité alimentaire et nutritionnelle • Accroissement du revenu des ménages (30 % des ménages accroissent de 10 % leur revenu) • Accroissement de la contribution des filières au PIBA 	<i>Enquêtes en début et fin d'intervention</i>	
OS : La productivité et la rentabilité des filières riz, maraîchage et anacarde sont améliorées dans les départements de l'Atacora-Donga.	<ul style="list-style-type: none"> • Accroissement annuel des productions riz, anacarde et maraîchage de l'Atacora-Donga commercialisées ; • Accroissement annuel des marges nettes moyennes par segment des filières 	<i>Données recensées par les OP filières et le CeRPA</i> <i>Données d'échantillons d'acteurs de différents segments des filières</i>	
R1. Les OP améliorent de façon durable leur organisation ainsi que les services à leurs membres pour un réel développement des filières agricoles.	<ul style="list-style-type: none"> • Adoption d'un document de stratégie correspondant aux mandats ; • Evolution des cotisations des membres ; • Fréquence de mise à jour des documents de programmation et de gestion comptable et financière ; • Evolution du rapport hommes/ femmes au sein des OP ; • Evolution des ressources internes et externes de l'OP ; • Nombre et la qualité des services prioritaires aux membres dans le temps (H/F) 	Document de stratégie Documents comptables de l'OP Rapport d'activités	Les OP disposent du personnel technique nécessaire pour mettre en œuvre les activités. Il existe une bonne coordination entre les bailleurs pour coordonner leurs appuis aux OP
R2. Les acteurs des filières, producteurs et opérateurs économiques ont amélioré leur articulation, élargi leurs opportunités de marché et augmenté leurs bénéfices de manière équitable	<ul style="list-style-type: none"> • Intensité de mobilisation des acteurs lors des tables filières • Diversité des acteurs lors des tables filières • Accroissement des volumes de production commercialisés par les OP ; • Evolution des coûts de production des produits (riz et principaux produits maraîchers) ; • Evolution des volumes et nature d'intrants disponibles fournis par les OP et utilisés par les membres ; • Evolution des volumes de produits transformés commercialisés ; • L'évolution du nombre de dossiers financés par des IMF 	Données suivies par les OP, les groupements de transformateurs, les commerçants et le CeRPA Données des échantillons suivis à travers les conventions Données des groupements de transformateurs et des commerçants Données des IMF	L'ensemble des acteurs joue le jeu et trouve un intérêt à travailler ensemble Les données sur les coûts sont relativement fiables Les commandes d'intrants spécifiques sont possibles Les IMF sont intéressées pour s'investir dans les domaines agricoles autres que le coton

OBJECTIFS ET RESULTATS	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
R3. Les structures déconcentrées CeRPA et CeCPA sont renforcées dans leurs compétences régaliennes et leur rôle d'appui conseil aux communes dans le cadre de la décentralisation.	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de notes d'informations relatives aux filières et à l'environnement diffusées par an ; • Types d'activités mis en œuvre dans le cadre de la stratégie genre ; • Nombre d'infractions relatives aux normes de qualités des intrants constatées • Pourcentage d'investissements liés à la promotion des filières dans les plans de développement communaux futurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Comptes-rendus des tables filières • Rapports d'activités du CeRPA • Plans de développement communaux 	<ul style="list-style-type: none"> • La réforme se poursuit et ne modifie pas en profondeur les attributions du CeRPA ; • Les communes sont à l'écoute des services déconcentrés • Il existe une bonne coordination entre l'AIMAEP et la FAFA • Les réseaux Genre reçoivent un appui du MAEP central

5.2 Cadre logique mis à jour

OBJECTIFS ET RESULTATS	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
OG : La sécurité alimentaire et les revenus de la population rurale de l'Atacora-Donga, associés aux filières agricoles riz, anacarde et maraîchage, sont améliorés de manière durable dans le cadre d'une politique nationale de promotion des filières agricoles	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de couverture des besoins alimentaire et nutritionnel dans la zone d'intervention (Atacora/Donga) 	<i>étude de référence FAIA</i>	
OS : La productivité et la rentabilité des filières riz, maraîchage et anacarde sont améliorées dans les départements de l'Atacora-Donga.	<ul style="list-style-type: none"> • Rendement moyen (kg/ha) annuel par filière dans l'Atacora/Donga (anacarde, riz, maraîchage) • Production (tonnes) annuelle dans l'Atacora/Donga pour les filières riz, anacarde et maraîchage 	<i>Données recensées par les OP filières et le CeRPA</i> <i>Données d'échantillons d'acteurs de différents segments des filières</i>	
R1. Les OP améliorent de façon durable leur organisation ainsi que les services à leurs membres pour un réel développement des filières agricoles.	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau de fonctionnalité de l'union (ratio entre score obtenu et score total par OPA de l'outil auto-évaluation) • Taux de sociétariat de l'OPA [URPA, URPR, URCooPMa] 	Document de stratégie Documents comptables de l'OP Rapport d'activités Outils d'auto-évaluations	Les OP disposent du personnel technique nécessaire pour mettre en œuvre les activités. Il existe une bonne coordination entre les bailleurs pour coordonner leurs appuis aux OP

OBJECTIFS ET RESULTATS	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
R2. Les acteurs des filières, producteurs et opérateurs économiques ont amélioré leur articulation, élargi leurs opportunités de marché et augmenté leurs bénéfices de manière équitable	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre des contrats de collaboration inter-acteurs (producteurs, transformateurs, commerçants) • Volume des contrats (tonnes/fcfa) de collaboration inter-acteurs (producteurs, transformateurs, commerçants) • Revenu annuel généré par les mip • Ratio de revenu annuel mip/coût mip • Marge nette par acteur filière (par typologie) 	Données suivies par les OP, les groupements de transformateurs, les commerçants et le CeRPA Données des échantillons suivis à travers les conventions Données des groupements de transformateurs et des commerçants Données des IMF	L'ensemble des acteurs joue le jeu et trouve un intérêt à travailler ensemble Les données sur les coûts sont relativement fiables Les commandes d'intrants spécifiques sont possibles Les IMF sont intéressées pour s'investir dans les domaines agricoles autres que le coton
R3. Les structures déconcentrées CeRPA et CeCPA sont renforcées dans leurs compétences régaliennes et leur rôle d'appui conseil aux communes dans le cadre de la décentralisation.	<ul style="list-style-type: none"> • Taux d'utilisation des semences certifiées • Niveau de prise en compte du genre dans les OPA /Communes • Poids du volet agricole dans les PDC/Budget annuel 	<ul style="list-style-type: none"> • Comptes-rendus des tables filières • Rapports d'activités du CeRPA • Plans de développement communaux 	La réforme se poursuit et ne modifie pas en profondeur les attributions du CeRPA ; Les communes sont à l'écoute des services déconcentrés Il existe une bonne coordination entre l'AIMAEP et la FAFA Les réseaux Genre reçoivent un appui du MAEP central

5.3 Aperçu des autres résultats

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	non
Rapport de <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Non
Planning de l'EMP	mars 2013
Planning de l'évaluation finale	2015
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	19-26/09/2012 (conjoint avec FAIA et FAFA/MC)

5.4 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN0902011

Project Title : **Facilité d'appui aux filières agricoles dans les départements de l'Atacora et de la Donga**
 Budget Version : **D01** Year to month : 31/12/2012
 Currency : **EUR**
 YIM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

	Status	Fin Mode	Amount	2012					Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				2011	Q1	Q2	Q3	Q4				
A LES CAPACITÉS ET			2.492.492,00	301.707,06	104.800,83	145.787,59	197.184,21	306.874,72	754.647,34	1.056.354,41	1.436.137,59	42%
01 Les organisations de			601.532,00	131.543,60	45.082,46	37.732,77	52.600,52	32.386,64	167.804,40	299.348,00	302.184,00	50%
01 Accompagnement des OP		COGEST	136.100,00	35.401,71	9.171,66		2.837,18	3.029,92	15.038,77	50.440,48	85.659,52	37%
02 Appui aux OP dans la		COGEST	63.181,00	25.783,90	28.943,66	16.647,17	25.451,12	15.691,24	86.733,19	112.517,09	-49.336,09	178%
03 Appui aux OP dans les		COGEST	37.800,00	11.104,96		5.840,70	12.180,10		18.020,81	29.125,77	8.674,23	77%
04 Appui aux OP dans les		REGIE	233.351,00	54.450,89	6.967,15	15.244,90	12.132,11	13.667,48	48.011,63	102.462,52	130.888,48	44%
05 Appui à la prise en compte		COGEST	131.100,00	4.802,14						4.802,14	126.297,86	4%
02 Les producteurs et les			1.378.900,00	164.774,38	49.228,34	63.650,54	118.745,82	246.695,68	478.320,38	643.094,76	735.805,24	47%
01 Planification stratégique et		REGIE	74.250,00	45.512,17	470,31	4.220,55	11.992,93	5.871,75	22.555,54	68.067,71	6.182,29	92%
02 Appui aux activités de		COGEST	250.000,00	38.561,04	34.194,06		26.812,61	132.036,60	193.043,27	231.604,31	18.395,69	93%
03 Appui aux activités de		REGIE	160.200,00	30.558,07	9.209,77	9.631,99	11.062,17	12.163,67	42.067,60	72.625,67	87.574,33	45%
04 Appui aux activités		COGEST	300.000,00	42.542,98	5.354,21	35.557,62	55.875,44	52.467,97	149.255,23	191.798,21	108.201,79	64%
05 Appui aux activités de		COGEST	511.750,00	7.600,12		9.834,61	13.002,67	41.491,64	64.328,92	71.929,04	439.820,96	14%
06 Appui aux activités		COGEST	82.700,00	0,00		4.405,78		2.664,05	7.069,82	7.069,82	75.630,18	9%
03 Les structures			512.060,00	5.389,08	10.490,02	44.404,28	25.837,86	27.790,41	108.522,57	113.911,65	398.148,35	22%
01 Appui au Cerpa dans ses		REGIE	135.000,00	86,90			10.523,90	426,86	10.950,76	11.037,66	123.962,34	8%
02 Appui au Cerpa dans ses		COGEST	93.560,00	0,00	686,02	17.188,63	9.292,22	5.186,32	32.353,19	32.353,19	61.206,81	35%
03 Appui aux RCPA dans leur		COGEST	116.000,00	2.748,66	2.677,00	5.186,32			7.863,32	10.611,98	105.388,02	9%
		REGIE	3.567.519,00	805.484,09	122.410,36	133.631,62	149.174,97	157.041,47	562.258,42	1.367.742,50	2.199.776,50	38,00
		COGEST	1.932.481,00	171.099,03	88.153,60	116.690,15	151.473,09	274.744,98	631.061,82	802.160,85	1.130.320,15	42,00
		TOTAL	5.500.000,00	976.583,12	210.563,96	250.321,77	300.648,06	431.786,44	1.193.320,24	2.169.903,35	3.330.096,65	39,00

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN0902011 Printed on 15/01/2013

page: 1

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN0902011

Project Title : **Facilité d'appui aux filières agricoles dans les départements de l'Atacora et de la Donga**
 Budget Version : **D01** Year to month : 31/12/2012
 Currency : **EUR**
 YIM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

	Status	Fin Mode	Amount	2012					Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				2011	Q1	Q2	Q3	Q4				
04 Appui à l'amélioration du		COGEST	95.500,00	0,00		20.375,27	3.353,88	18.866,04	42.595,19	42.595,19	52.904,81	45%
05 Appui à la mise en oeuvre		COGEST	72.000,00	2.553,52	7.126,99	1.654,07	2.667,86	3.311,19	14.760,11	17.313,63	54.686,37	24%
X RÉSERVE BUDGÉTAIRE			92.790,00	0,00					0,00	0,00	92.790,00	0%
01 Réserve budgétaire			92.790,00	0,00					0,00	0,00	92.790,00	0%
01 Réserve budgétaire		COGEST	42.790,00	0,00						0,00	42.790,00	0%
02 Réserve budgétaire Régie		REGIE	50.000,00	0,00						0,00	50.000,00	0%
Z MOYENS GÉNÉRAUX			2.914.718,00	674.876,06	105.763,14	104.534,18	103.463,86	124.911,72	438.672,89	1.113.548,94	1.801.169,06	38%
01 Frais de personnel			1.671.992,00	334.565,99	75.365,38	61.190,04	67.005,73	84.215,63	287.776,78	622.342,77	1.049.649,23	37%
01 Assistance technique		REGIE	1.425.000,00	235.887,83	52.253,67	44.719,71	51.088,05	62.949,75	211.011,18	446.899,01	978.100,99	31%
02 Staff national		REGIE	246.992,00	98.678,16	23.111,71	16.470,33	15.917,68	21.265,88	76.765,60	175.443,76	71.548,24	71%
02 Investissements			181.098,00	230.074,35	167,69				167,69	230.242,04	-49.144,04	127%
01 Véhicules		REGIE	141.098,00	149.088,08						149.088,08	-7.990,08	106%
02 Equipement bureau		REGIE	10.000,00	39.592,20						39.592,20	-29.592,20	396%
03 Equipement IT		REGIE	20.000,00	23.966,51	167,69				167,69	24.134,20	-4.134,20	121%
04 Aménagement bureau		REGIE	10.000,00	17.427,56						17.427,56	-7.427,56	174%
03 Frais de fonctionnement			851.628,00	103.926,62	29.551,74	32.218,34	35.376,64	38.707,04	135.853,76	239.780,37	611.847,63	28%
01 Loyer de bureau (+ eau et		REGIE	32.014,00	3.514,30	313,59	905,70	682,21	758,56	2.660,05	6.174,35	25.839,65	19%
02 Services et frais de		REGIE	18.000,00	3.608,92	1.352,22	331,58	1.859,73	823,22	4.366,75	7.975,67	10.024,33	44%
		REGIE	3.567.519,00	805.484,09	122.410,36	133.631,62	149.174,97	157.041,47	562.258,42	1.367.742,50	2.199.776,50	38,00
		COGEST	1.932.481,00	171.099,03	88.153,60	116.690,15	151.473,09	274.744,98	631.061,82	802.160,85	1.130.320,15	42,00
		TOTAL	5.500.000,00	976.583,12	210.563,96	250.321,77	300.648,06	431.786,44	1.193.320,24	2.169.903,35	3.330.096,65	39,00

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN0902011 Printed on 15/01/2013

page: 2

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN0902011

Project Title : **Facilité d'appui aux filières agricoles dans les départements de l'Atacora et de la Donga**

Budget Version : **D01** Year to month : 31/12/2012

Currency : **EUR**
YIM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

	Status	Fin Mode	Amount	2012				Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
				2011	Q1	Q2	Q3					Q4
03 Frais de fonctionnement		REGIE	378.000,00	37.574,51	16.046,91	8.465,34	9.722,24	7.941,16	42.175,65	79.750,16	298.249,84	21%
04 Frais de fonctionnement		REGIE	32.014,00	1.365,58	568,86	958,47	192,09	902,96	2.622,37	4.007,95	28.006,05	13%
05 Télécommunications		REGIE	21.000,00	2.550,54	537,98	606,44	786,93	1.375,10	3.306,45	5.856,99	15.143,01	28%
06 Abonnement internet		REGIE	12.000,00	6.321,51		1.039,70	154,74	274,41	1.468,85	7.790,36	4.209,64	65%
07 Fournitures de bureau		REGIE	18.000,00	5.910,68	2.321,79	3.849,49	17,38	4.354,71	10.543,37	16.454,05	1.545,95	91%
08 Missions (7 jours/personne*)		REGIE	105.000,00	19.584,79	3.357,69	9.253,66	5.267,88	6.633,82	24.513,04	44.097,83	60.902,17	42%
09 Missions chauffeurs		REGIE	129.600,00	11.414,14	2.154,87	3.980,44	3.814,27	3.297,47	13.247,06	24.661,20	104.938,80	19%
10 Frais de représentation et		REGIE	15.000,00	4.957,49	1.484,09	1.206,63	646,48	832,82	4.170,02	9.127,51	5.872,49	61%
11 Formation (participation		REGIE	25.000,00	1.880,69	42,69		6.422,85	4.859,88	11.325,42	13.206,11	11.793,89	53%
12 Frais de consultance		REGIE	50.000,00	4.417,66	368,47	920,94	4.472,17	4.929,90	10.691,48	15.109,14	34.890,86	30%
13 Frais financiers		REGIE	1.000,00	-355,51	-91,07	-261,90	-362,33	-517,35	-1.232,66	-1.588,17	2.588,17	-159%
14 Frais TVA		REGIE	0,00	0,00					0,00	0,00	0,00	?
15 Autres frais de		REGIE	15.000,00	3.673,01	540,26	653,89	1.700,03	1.217,46	4.111,63	7.784,64	7.215,36	52%
16 AT Junior		REGIE	0,00	-2.511,69	553,39	307,95		1.022,93	1.684,27	-627,42	627,42	?
04 Audit et Suivi et Evaluation			210.000,00	6.309,10	678,33	11.125,80	1.081,48	1.989,05	14.874,66	21.183,76	188.816,24	10%
01 Evaluation		REGIE	50.000,00	0,00						0,00	50.000,00	0%
02 Suivi (EST)		REGIE	10.000,00	0,00	678,33	18,80	700,36	1.032,43	2.429,92	2.429,92	7.570,08	24%
03 Audit		REGIE	100.000,00	0,00		11.107,00			11.107,00	11.107,00	88.893,00	11%
		REGIE	3.567.519,00	805.484,09	122.410,36	133.631,62	149.174,97	157.041,47	562.258,42	1.367.742,50	2.199.776,50	38,00
		COGEST	1.932.481,00	171.099,03	88.153,60	116.690,15	151.473,09	274.744,98	631.061,82	802.160,85	1.130.320,15	42,00
		TOTAL	5.500.000,00	976.583,12	210.563,96	250.321,77	300.648,06	431.786,44	1.193.320,24	2.169.903,35	3.330.096,65	39,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN0902011 Printed on 15/01/2013

page: 3

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN0902011

Project Title : **Facilité d'appui aux filières agricoles dans les départements de l'Atacora et de la Donga**

Budget Version : **D01** Year to month : 31/12/2012

Currency : **EUR**
YIM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

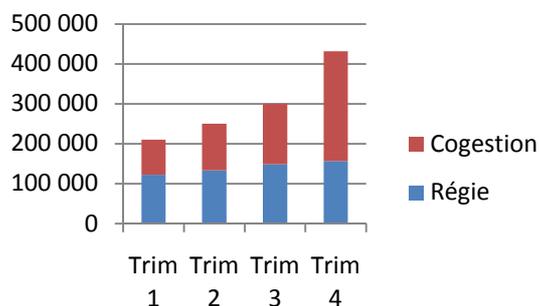
	Status	Fin Mode	Amount	2012				Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
				2011	Q1	Q2	Q3					Q4
04 Ligne de base et étude		REGIE	50.000,00	6.309,10			381,12	956,62	1.337,74	7.646,84	42.353,16	15%
		REGIE	3.567.519,00	805.484,09	122.410,36	133.631,62	149.174,97	157.041,47	562.258,42	1.367.742,50	2.199.776,50	38,00
		COGEST	1.932.481,00	171.099,03	88.153,60	116.690,15	151.473,09	274.744,98	631.061,82	802.160,85	1.130.320,15	42,00
		TOTAL	5.500.000,00	976.583,12	210.563,96	250.321,77	300.648,06	431.786,44	1.193.320,24	2.169.903,35	3.330.096,65	39,00



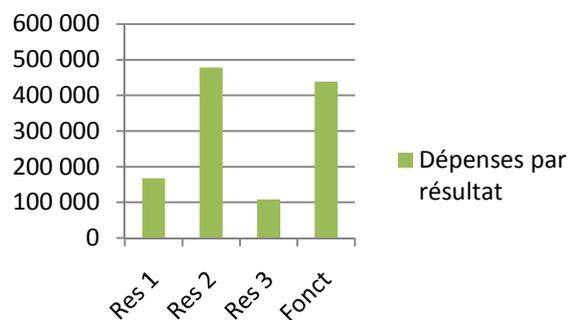
Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN0902011 Printed on 15/01/2013

page: 4

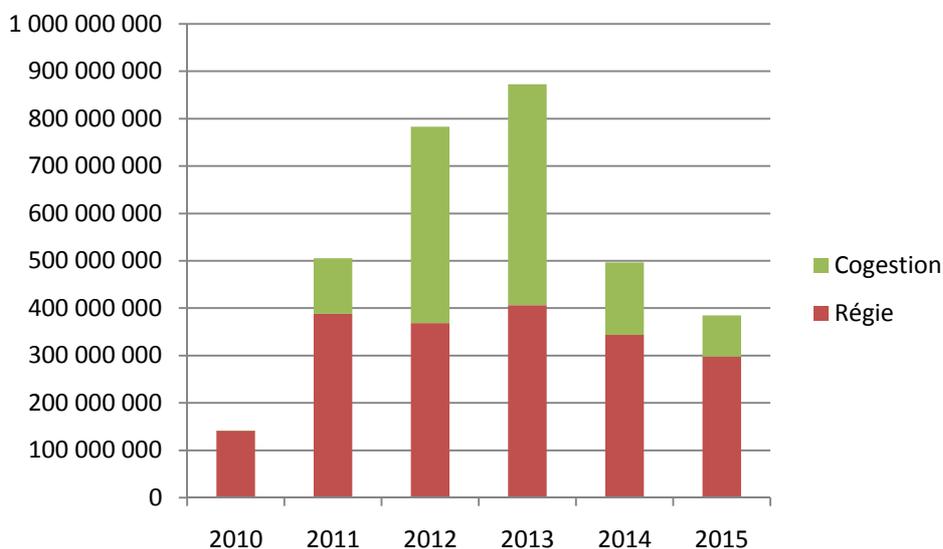
Dépenses (euro) par trimestre et par modalité de financement pour l'année 2012.



Dépenses (euro) par résultat pour l'année 2012.



Dépenses réalisées jusqu'à l'année 2012 et prévisions budgétaires pour les années 2013, 2014 et 2015 par mode de financement.



Le budget planifié concerne 88% du budget total pour des raisons d'épuisement du budget « cogestion ». Un réaménagement budgétaire de la régie vers la co-gestion est prévu pour 2013.

5.5 Contribution nationale

Contribution (FCFA)	2010/2011	2012	2013	2014	2015	Total
Inscription au PIP (Total DTF 120.000.000 FCFA)	100.000.000	60.000.000				160.000.000
Equipement informatique et bureautique	52.497.200					50.497.200
Equipement roulant et GPS		50.002.400				50.002.400
Sous Total frais réelles	52.497.200 (52%)	50.002.400 (83%)				100.499.600
Contribution en nature (location bureau et frais d'électricité et eau) ; coûts estimatifs (600.000 Fcfa par mois)	9.000.000 ¹⁶	5.400.000				14.400.000
Total	61.497.200	55.402.400				114.899.600

Le processus d'acquisition de deux véhicules pour le service Direction de la Règlementation et du Contrôle (DRC) du CeRPA n'a pas toujours été honoré (lenteur du processus et annulation de la dépense prévue par le niveau national pour des raisons de limites budgétaires)

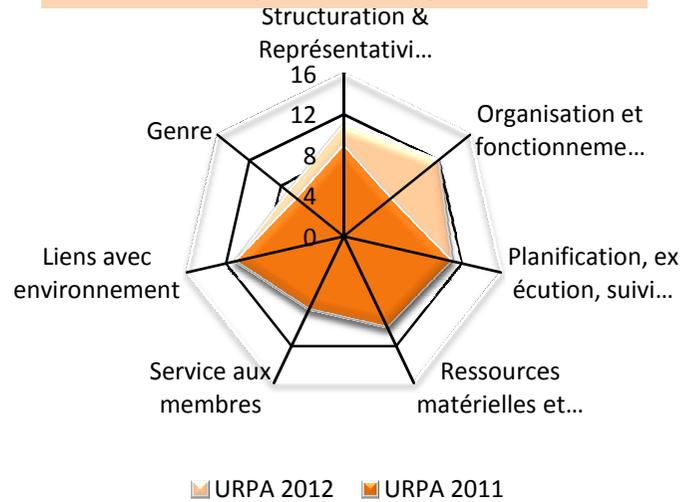
¹⁶ 3 mois en 2010 et 12 mois en 2012

5.6 Décisions prises par la SMCL et suivi

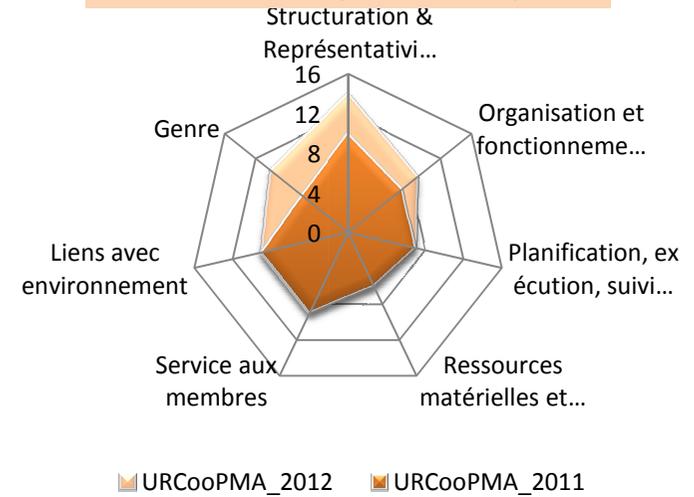
Décision à prendre					Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
Mettre en œuvre la décision relative à la co-signature des dépenses du projet FAFA/AD en cogestion par le Directeur Général du CeRPA/AD	18/07/2012		SMCL	Responsable FAFA/AD	Elaboration une lettre de demande à la CAA	FAFA/AD	7/2012	réalisé	OK
					Elaboration d'une lettre d'information au DG/CeRPA	CAA	8/2012	réalisé	OK
L'Union Régionale des Producteurs de Riz de l'Atacora Donga (URPA/AD) a opté pour le statut d'association. Pour ce cas de figure la SMCL a proposé que les organisations professionnelles agricoles qui doivent bénéficier en priorité de l'appui de la FAFA/AD sont les institutions à caractère coopératifs et mutualistes ainsi que les structures interprofessionnelles.	18/07/2012		SMCL	Responsable FAFA/AD	Information de l'URPR sur la décision de la SMCL	FAFA/AD	7/2012	réalisé	OK
					Orienter les appuis aux coopératives de riz de niveau communal	FAFA/AD	2012	réalisé	OK

5.7 Auto-évaluations des organisations professionnelles

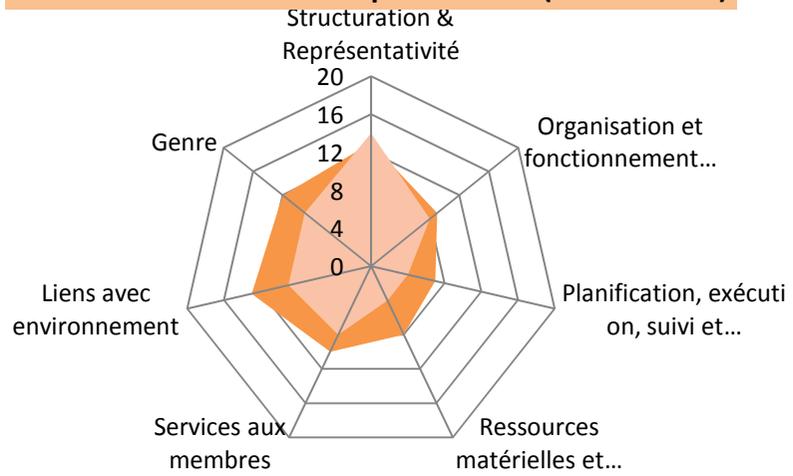
VISUALISATION SITUATION COMPAREE URPA (2011 & 2012)



VISUALISATION SITUATION COMPAREE URCoopPMA (2011 & 2012)



Visualisation situation comparée URPR (2011 & 2012)



5.8 Situation microprojets

Synthèse Globale / MIP en cours

Date CRA	MIPs Approuv.	MIPs Approuv. ap Visite	MIPs Signés	MIPs Financés	MIPs Clôturés	Engagement FAFA-AD MIPs Approuvés	Engagement Partenaire MIPs Approuvés	Budget Global MIPs Approuvés	Cont. Part.	Montant Décaissé	Solde	Taux
24/06/2011	10	10	10	10	0	42 068 488	2 534 993	44 603 481	6%	37 557 805	4 510 683	89%
02/09/2011	8	8	8	8	0	14 170 627	1 403 682	15 574 309	9%	14 170 627	-	100%
11/11/2011	15	15	15	15	0	30 540 983	2 979 766	33 520 749	9%	27 793 233	2 747 750	91%
19/03/2012	11	10	10	10	0	44 261 660	6 570 590	50 832 250	13%	29 458 145	14 803 515	67%
03/05/2012	6	6	6	6	0	17 265 639	1 301 017	18 566 656	7%	15 250 759	2 014 880	88%
01/06/2012	4	4	2	2	0	3 347 270	330 480	3 677 750	9%	1 952 270	1 395 000	58%
19/06/2012	13	10	7	7	0	22 794 883	2 481 528	25 276 411	10%	15 035 383	7 759 500	66%
20/07/2012	11	7	6	6	0	26 059 300	1 632 200	27 691 500	6%	15 819 966	10 239 334	61%
21/08/2012	12	4	3	3	0	15 758 500	1 706 500	17 465 000	10%	10 061 833	5 696 667	64%
07/09/2012	2	2	1	1	0	11 050 000	9 435 000	20 485 000	46%	7 790 000	3 260 000	70%
05/10/2012	7	4	3	3	0	8 305 200	592 800	8 898 000	7%	5 771 867	2 533 333	69%
18/10/2012	20	13	7	7	0	23 087 100	2 246 900	25 334 000	9%	15 129 600	7 957 500	66%
Total	119	93	78	78	0	258 709 650	33 215 456	291 925 106	11%	195 791 608	62 918 162	76%

Synthèse par Filière/Maillon

Filière	Maillon	Production A0202		Transformation A0204		Commercialisation A0205		Total Filière	
		Nbre	Subvention	Nbre	Subvention	Nbre	Subvention	Nbre	Subvention
Ancarde		3	5 262 875	0	0	24	60 562 470	27	65 825 345
Maraîchage		28	79 304 346	0	0	1	11 987 500	29	91 291 846
Riz		11	35 150 447	8	47 998 512	3	18 443 500	22	101 592 459
Total		42	119 717 668	8	47 998 512	28	90 993 470	78	258 709 650

Répartition Maillon %		
Prod.	Transf.	Com.
8%	0%	92%
87%	0%	13%
35%	47%	18%
46%	19%	35%

Synthèse par type d'acteurs

Groupe	Grpment Féminin 32%		Grpment Mixte 31%		Grpment Homme 26%	
	Nbre	Subvention	Nbre	Subvention	Nbre	Subvention
	21	81 750 201	19	79 396 190	26	67 053 183

Individuel	Femme 3%		Homme 9%	
	Nbre	Subvention	Nbre	Subvention
	2	8 094 950	10	22 415 126

Nombre de personnes touchés et revenus (MIPs signés)

Filière	Nbre Femmes	Nbre Hommes	Total	Revenus Cumulés	Revenu Moyen
Anacarde	48	2 340	2 388	109 660 069	21 932 014
Maraîchage	435	291	726	349 759 106	69 951 821
Riz	469	92	561	168 286 531	33 657 306
Total	952	2 723	3 675	627 705 706	125 541 141

5.9 Situation accords d'exécution

Numéro Accord	Partenaire	Montant Accord	Contribution FAFA-AD	Contribution Partenaire	Nombre Transferts prévus	Nombre Transferts effectués	Montant Transféré	Nombre Transfert restant	Solde Accord
FAFA-AD/AE/01 /RRELG	RRELG Genre	12 336 000	12 336 000	-	4	4	12 336 000	-	-
FAFA-AD/AE/02 /URPR	URPR-AD	13 520 000	12 965 500	554 500	4	3	11 724 785	1	1 240 715
FAFA-AD/AE/03 /URPA	URPA-AD	13 265 000	12 570 000	695 000	3	3	12 570 000	-	-
FAFA-AD/AE/04 /URCooPMA	URCooPMA	9 122 000	8 762 000	360 000	2	2	8 762 000	-	-
FAFA-AD/AE/05 /URPA	URPA-AD	16 682 500	15 792 500	890 000	4	3	13 392 500	1	2 400 000
FAFA-AD/AE/06 /URPR	URPR-AD	14 132 500	13 692 500	440 000	4	1	3 618 500	3	10 074 000
FAFA-AD/AE/07 /URPR	URPR-AD	17 206 000	14 535 000	2 671 000	4	4	14 535 000	-	-
FAFA-AD/AE/08 /URPA	URPA-AD	25 066 000	22 392 000	2 674 000	4	4	22 392 000	-	-
FAFA-AD/AE/09 /URCooPMA	URCooPMA	20 623 000	18 161 000	2 462 000	4	4	18 161 000	-	-
FAFA-AD/AE/10 /URCooPMA	URCooPMA	11 001 500	10 421 500	580 000	4	4	10 421 500	-	-
FAFA-AD/AE/11 /URPR	URPR-AD	10 477 500	10 075 000	402 500	4	2	6 175 000	2	3 900 000
FAFA-AD/AE/12 /URPA	URPA-AD	10 815 000	10 412 500	402 500	4	3	8 884 375	1	1 528 125
FAFA-AD/AE/13 /URCooPMA	URCooPMA	11 152 500	10 750 000	402 500	4	1	2 512 500	3	8 237 500
FAFA-AD/AE/14 /CeRPA/AD	CeRPA/AD - DPFSA	12 394 000	12 009 000	385 000	4	3	8 607 000	1	3 402 000
FAFA-AD/AE/15 /COREVA	COREVA	15 625 000	15 325 000	300 000	5	2	11 725 000	3	3 600 000
FAFA-AD/AE/16 /URPA	URPA-AD	28 238 000	24 384 750	3 853 250	3	3	24 384 750	-	-
FAFA-AD/AE/17 /CeRPA/AD	CeRPA/AD - SE	11 042 000	10 146 000	896 000	3	3	10 146 000	-	-
FAFA-AD/AE/18 /CeRPA/AD	CeRPA/AD - DRC	26 641 837	26 017 837	624 000	4	2	13 270 600	2	12 747 237

Numéro Accord	Partenaire	Montant Accord	Contribution FAFA-AD	Contribution Partenaire	Nombre Transferts prévus	Nombre Transferts effectués	Montant Transféré	Nombre Transfert restant	Solde Accord
FAFA-AD/AE/19 /SPEC	SPEC	9 255 000	9 175 000	80 000	4	2	4 562 500	2	4 612 500
FAFA-AD/AE/20 /IF	INSP. FORESTIERE	16 695 000	16 695 000	-	3	2	14 655 000	1	2 040 000
FAFA-AD/AE/21 /CCIB	CCIB	13 362 000	12 352 000	1 010 000	4	2	6 984 500	2	5 367 500
FAFA-AD/AE/22 /URCooPMA	URCooPMA	28 475 000	24 736 000	3 739 000	3	1	19 980 000	2	4 756 000
FAFA-AD/AE/23 /UCCPR_Matéri	UCCPR Matéri	17 792 000	16 392 000	1 400 000	4	1	13 367 500	3	3 024 500
FAFA-AD/AE/24 /UCCPR_Cobly	UCCPR Cobly	17 785 000	16 385 000	1 400 000	4	1	13 347 500	3	3 037 500
FAFA-AD/AE/25 /UCCPR_Djougou	UCCPR Djougou	16 278 000	15 278 000	1 000 000	4	1	11 728 000	3	3 550 000
FAFA-AD/AE/26 /UCCPR_Kouandé	UCCPR Kouandé	15 608 000	14 808 000	800 000	4	1	11 258 000	3	3 550 000
FAFA-AD/AE/27 /CeRPA/AD	CeRPA/AD- SAACooP	26 743 736	24 583 678	2 160 058	4	1	12 475 311	3	12 108 367
FAFA-AD/AE/28 /URPA	URPA-AD	15 379 042	12 485 042	2 894 000	4	-	-	4	12 485 042
FAFA-AD/AE/29 /LD	Guichet Economie Local (GEL)	12 865 000	11 995 000	870 000	4	-	-	4	11 995 000
Total	29	441 334 073	435 632 807	33 945 308	110	63	321 976 821	47	113 655 986